



L'INTERSYNDICALE CGT, FSU, SUD, UNSA DE L'UNIVERSITÉ TOULOUSE II-LE MIRAIL

LES ORGANISATIONS ÉTUDIANTES AGET-FSE, SUD-ETUDIANT, UNEF

CONVIENT LES ÉTUDIANTS ET LES PERSONNELS À UNE
RÉUNION D'INFORMATION SUR LES RETRAITES

LUNDI 11 OCTOBRE 2010
12h30 - AMPHI 8

En introduction aux débats, Renaud TZANOS,
membre du Collectif Retraites 31,
présentera les dangers de la réforme Sarkozy-Fillon

Ensemble nous constatons que, malgré la mobilisation puissante des salarié-e-s des journées des 7 et 23 septembre, de la manifestation du 2 octobre et malgré le refus largement constaté dans la population des mesures présentées à la hussarde au Parlement, le Gouvernement ne modifie en rien le cœur du projet de loi sur les retraites.

Ensemble, nous réaffirmons notre refus de ce projet de loi injuste et inacceptable qui, avec le report des âges légaux et l'allongement des durées de cotisation, aura pour conséquence la paupérisation des futur-e-s retraité-e-s, de toutes et tous les salarié-e-s et en premier lieu les femmes et les jeunes.

Nous ne lâcherons rien pour défendre notre bien commun que sont les retraites.

Ensemble, nous appelons les salarié-e-s à participer aux actions interprofessionnelles proposées tant au niveau national que départemental, nous les appelons à organiser des assemblées générales dans les entreprises et services pour discuter des actions à mener, décider de la grève le 12 octobre et débattre de la suite à donner.

Mardi 12 Octobre
Tous et toutes en grève !!!!
Manifestation unitaire à Toulouse
10h00 - Allées Ch. de Fitte - Métro St-Cyprien

RETRAITES : CONTRE L'ALLONGEMENT DE LA DUREE DE COTISATION ! POUR UNE REELLE REPARTITION DES RICHESSES !



Précarité, années d'études dans la misère, chômage, bas salaires, conditions de travail dégradées... Une nouvelle fois, au nom d'une soi-disant aide aux jeunes, c'est les travailleurs dans leur ensemble qui sont attaqués. Le gouvernement adresse aujourd'hui un message clair : la retraite ce n'est plus pour vous !

Salariés, stagiaires, jeunes en insertion, étudiants, lycéens, c'est sur nous que reposera le financement du système de retraite dans les années à venir, et c'est nous qui subissons toute modification du système actuel.

Nous sommes attachés au droit à une retraite à 60 ans financée par répartition

Attachés à la solidarité entre les générations, nous souhaitons financer un système de retraite par répartition de haut niveau. Nous refusons la logique d'une retraite basée sur la capitalisation individuelle, inefficace économiquement et inégalitaire socialement. Nous dénonçons la double peine que nous imposerait un nouvel allongement de la durée de cotisation ou un recul de l'âge légal de départ en retraite: nous finançons les pensions d'aujourd'hui, nous refusons d'avoir à épargner en plus pour nos vieux jours dans des fonds de pension qui peuvent être ruinés du jour au lendemain !

Un débat de société escamoté par une nouvelle opération comptable

En se limitant à jouer sur la durée de cotisation, le gouvernement s'attaque directement à la solidarité sans aborder les véritables enjeux du système : garantie d'un taux de remplacement, pénibilité, allongement de la durée d'étude et d'insertion, lutte contre le chômage, inégalités hommes - femmes (Aujourd'hui le temps partiel subi, la précarité de l'emploi impactent fortement la retraite des femmes.), répartition du temps de travail et des richesses.

Depuis 20 ans, la part de la richesse produite attribuée aux salaires ne cesse de diminuer au profit du capital. Alors que notre pays n'a jamais été aussi riche, nous n'acceptons pas qu'il soit demandé de travailler plus longtemps pour toucher une retraite moins importante ! Il n'est pas acceptable que l'allongement de la durée de la vie soit synonyme de régression sociale. Peut-on réellement croire que la durée de vie va s'allonger si le nombre d'années de cotisations augmente ?

Allonger la durée de cotisation ? Pour nous, c'est non !

Alors que l'âge moyen des départs de l'entreprise est de 58 ans, que le chômage explose, en particulier celui des jeunes, et que l'allongement de la durée des études et le recul de l'âge moyen d'entrée dans un emploi stable (27 ans) conduisent les jeunes à commencer à cotiser plus tard que par le passé... Le gouvernement prétend résoudre le problème des retraites sans même poser la question de l'emploi. De plus, nous dénonçons le caractère organisé du chômage. Le patronat préfère nous enfermer dans la précarité et ainsi maintenir la pression sur les salaires, les conditions de travail et les libertés syndicales. Nous rappelons que 100 000 emplois créés, ce sont 2 milliards de cotisations en plus.

Nous refusons que le catastrophisme ambiant serve d'argument pour esquiver une nouvelle fois nos exigences sur la nécessaire augmentation des financements solidaires des retraites par répartition. Nous rappelons que l'argent des retraites n'appartient pas à l'Etat mais à ceux qui cotisent : taxation des stocks options et des revenus financiers, suppression du bouclier fiscal, élargissement de l'assiette des cotisations, suppression d'exonérations de cotisations patronales.

Le système de retraites doit prendre en compte l'évolution de la société !

Nous revendiquons :

- la retraite à 60 ans après 37,5 annuités de cotisation à taux plein et l'indexation des pensions sur les salaires ;
- la validation des années d'études et de formation dans le calcul des annuités ouvrant droit à la retraite;
- la validation des périodes de stages, intégrée dans une véritable réglementation contraignante;
- la validation des périodes d'inactivité forcée, et la prise en compte de la situation des jeunes en situation d'insertion professionnelle pour qui l'enchaînement de stages, de CDD, d'emplois à temps partiel, de périodes d'intérim ou de chômage conduisent à accumuler des droits à retraite très incomplets ;
- La retraite à 55 ans pour les métiers pénibles (construction...)

Pour sauver nos retraites, mobilisons-nous tous ensemble
Manifestation mardi 12 Octobre
à 10h à Saint-Cyprien

